

Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 3
MARS 1999

15^e année - Nouvelle série
Expédition abonnement postal art. 2, alinéa 20/c, loi n° 662/96, agence d'Aoste

EDITORIAL

Notre Statut a plus d'un demi-siècle de vie

PAR ANSELME LUCAT



26 mars 1946 - manifestations sur la place de l'Hôtel de Ville d'Aoste pour réclamer le plébiscite et la garantie internationale.

Le 26 février 1999, dans la Salle des Fêtes du Palais régional, l'on a célébré le cinquante et unième anniversaire de notre Statut spécial (c'était aussi le cinquante-troisième anniversaire de l'autonomie reconquise).

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis le 26 février 1948, date de sa promulgation. «Cinquante et un an après l'adoption de notre Statut spécial - a affirmé Robert Louvin, président du Conseil régional, orateur officiel de la cérémonie avec le président du Gouvernement régional, Dino Viérin, et le président de l'Association des Communes valdôtaines, Oswald Ruffier - presque tout ce qui caractérisait, en 1948, le contexte historique où notre autonomie moderne s'était formée est aujourd'hui modifié et altéré».

En plus des modifications et des changements auxquels se référerait le président Louvin dans son allocution, à savoir le contexte international, les relations entre la Région et l'État, le niveau culturel et autres, je voudrais, à mon tour, faire remarquer que l'on s'aperçoit, de nos jours, que l'esprit d'autonomie qui animait les Valdôtains d'il y a cinquante ans s'est affaibli. C'était un esprit qui leur per-

mettait, tout en appréciant l'autonomie reconquise, d'en saisir les défauts et de réagir aux limites qu'une loi constitutionnelle de l'État imposait aux attentes d'une population qui, des siècles durant, avait lutté et souffert pour sa liberté et qui, si parfois avait dû baisser sa tête, elle l'avait fait sans perdre sa dignité. À ce propos, rappelons-nous du débat sur le nouveau Statut qui a eu lieu au Conseil de la Vallée le 9 février 1948. Parmi les injustices et les abus dont la Vallée d'Aoste a été victime, il ne faut pas oublier qu'elle a été dépossédée de sa langue et de ses coutumes.

Et que dire des sacrifices, même en vies humaines, qui ont été faits lors de la guerre de Libération, des deuils qui ont profondément marqué de nombreuses familles valdôtaines, des villages brûlés, des hommes valides déportés dans les camps de concentrations et de tout ce qui a suivi? Mais, la guerre terminée, la liberté reconquise, tout un peuple a rehaussé sa tête et a voulu son autonomie. Une autonomie qui, bien que différente de celle que l'on souhaitait ou de celle dont avaient rêvé ceux qui avaient lutté pour l'obtenir, quelques résultats positifs a quand même apportés.

Mais, cinquante et un ans plus tard, les jeunes, les étudiants, les travailleurs, savent-ils apprécier l'autonomie dont nous jouissons? Ou bien, n'ayant pas souffert pour sa reconquête, ne sont-ils peut-être pas à même de l'apprécier comme il faudrait?

Et que dire aujourd'hui de ceux qui, tout en se disant favorables à notre bilinguisme, ils agissent d'une façon qui laisse croire tout le contraire? Nous avons l'autonomie, nous n'avons pas obtenu un Statut fédéraliste, comme celui que le Conseil de la Vallée avait voté à l'unanimité en 1947. Nous avons cependant un Conseil régional élu par les Valdôtains et nous avons le pouvoir d'organiser nos collectivités locales. Et combien d'autres bénéfices avons-nous obtenus grâce à ce Statut? On est en train d'en étudier et d'en écrire un autre. Malheureusement, tout le Conseil n'est pas uni à ce sujet, bien au contraire de ce qui s'était passé en 1947. Espérons quand même qu'un sort meilleur lui soit réservé. Mais, combien de Valdôtains suivent ces problèmes? Combien de Valdôtains soutiennent-ils nos élus sur le che-

Suite page 4

Un secteur important pour la Valle d'Aoste Il mondo degli elettrici, dall'acqua alla luce

LE CONSEQUENZE DEL DECRETO BERSANI POTREBBERO SEGNARE UN NUOVO INIZIO, POSITIVO, NON SOLO PER I LAVORATORI DIRETTAMENTE INTERESSATI MA PER TUTTI I VALDOSTANI



Silvano Cuaz è il nuovo segretario del SAVT-energia, eletto dal direttivo di categoria in sostituzione di Attilio Fassin, che ha scelto di lasciare l'incarico, che ricopriva da parecchi

anni, e sul cui impegno sindacale torneremo nel prossimo numero del Réveil. *Cognein de Cogne*, Silvano Cuaz ha lavorato all'Enel per più di trent'anni, prima come elettromeccanico e poi muovendosi, via via, fino a diventare specialista di misure e prove; avvicinatosi presto al mondo sindacale, ha poi scelto un periodo di riflessione solitaria prima di approdare al SAVT una decina d'anni fa. Oggi, ci spiega con pazienza e dovizia di particolari il suo settore, diventato di grande attua-

lità dopo l'approvazione del decreto Bersani, la privatizzazione dell'Enel e la liberalizzazione del mercato.

«Il SAVT-energia si occupa da un lato dei lavoratori del settore dell'energia elettrica - o, per meglio dire, tenuto conto della realtà valdostana, dell'energia idroelettrica - e dall'altro dei lavoratori del gas metano (una quindicina di dipendenti dell'Italgas-Digrava). Il settore elettrico - precisa Cuaz - concerne all'incirca

Segue a pagina 4

La condition des femmes: une question toujours ouverte Ne banalisons pas le 8 mars!

NOUS N'AVONS PAS LE DROIT DE REDUIRE LA FETE DES FEMMES A UNE SIMPLE AFFAIRE COMMERCIALE: TROP DE FEMMES CONNAISSENT ENCORE L'ESCLAVAGE ET TROP DE BATAILLES RESTENT A COMBATTRE, EN VALLEE D'AOSTE TOUT COMME A KABOUL

PAR SONIA CHABOD



Avez-vous jamais joué aux associations d'idées, en partant d'un mot qui en évoque un autre, qui à son tour vous fait penser à autre chose encore et ainsi de suite? Si je vous disais, par exemple, «jeans», quelles idées vous viendraient-elles à l'esprit? Toile, travail, ouvriers, pantalon, pattes d'ef, hippies, révolution culturelle, confort, mode, jeunes?

Peut-être. Ou plutôt: violence, outrage, souffrance, rage, tristesse. Mais... comment une simple paire de pantalon en tissu solide pourrait-elle évoquer de telles émotions? Demandez-le à cette femme violée par une brute, après avoir été obligée d'enlever son jeans, trop serré pour que cet infâme arrive à le lui arracher tout seul; à cette femme qui, après avoir souffert d'odieuses violences psychologiques et physiques, a finalement dû subir une énième violence non moins blessante, une violence pour ainsi dire institutionnelle, infligée par la Cour de cassation qui a finalement acquitté son agresseur, sous prétexte qu'elle avait évidemment donné son consentement, s'étant déshabillée elle-même.

Ce triste fait divers n'a pas manqué de susciter les réactions les plus véhémentes, sans doute parce qu'il représente un exemple - ô combien si-

gnificatif - de la «faiblesse» persistante de la femme. On ne veut sûrement pas, par là, épouser l'histoire du sexe faible telle qu'elle nous a toujours été racontée: les femmes ne sont pas objectivement défavorisées de par leurs caractéristiques physiques ou intellectuelles, mais il est certain que des différences existent, même de nos jours, dans le rôle qu'elles jouent par rapport aux hommes. Et s'il est vrai que d'importants pas en avant ont été accomplis au cours de - disons - ces cent dernières années du point de vue de la reconnaissance, par la société civile, du droit des femmes de s'affranchir des servitudes et des préjugés qui les ont longtemps accablées, il n'en est pas moins vrai que la mentalité des simples individus, y compris des femmes, n'a pas évolué avec la même vitesse. Quelques exemples? Les femmes

Suite page 4

DICHIARAZIONE DEI RETTIDI 1998: orari e sedi per la compilazione del Mod 730/99

Rivolgetevi con fiducia presso le nostre sedi SAVT dal 30.03.1999 al 31.05.1999 per la compilazione del Mod 730/99 nei seguenti orari:

AOSTA
Piazza Manzetti, 2
dal 30 marzo al 31 maggio (esclusi sabato e domenica) dalle 8.30 alle 11.30 e dalle 14.30 alle 17.30

COGNE
c/o Bar Licone
dal 9 aprile al 31 maggio 1° e 3° venerdì di ogni mese dalle 9 alle 12

MORGEX
c/o Casa Bottino
dall'8 aprile al 31 maggio 1° e 3° giovedì di ogni mese dalle 9 alle 12

NUS
c/o Municipio
dal 7 aprile al 31 maggio 1° e 3° mercoledì di ogni mese dalle 9 alle 12

PONT-SAINT-MARTIN
via della Repubblica, 2
dal 30 marzo al 31 maggio tutti i lunedì dalle 14.30 alle 17.30 tutti i martedì, mercoledì e venerdì dalle 8.30 alle 16.30, orario continuato tutti i giovedì dalle 14.30 alle 18.30

VERRÈS
via Duca d'Aosta, 29
dal 30 marzo al 31 maggio tutti i lunedì, mercoledì e giovedì dalle 8.30 alle 12 e dalle 14.30 alle 18.30 tutti i martedì dalle 9 alle 12 tutti i venerdì dalle 8.30 alle 16.30, orario continuato

CHÂTILLON
via Ménabreaz, 13
dal 30 marzo al 31 maggio tutti i lunedì e giovedì dalle 9 alle 12

HÔNE
c/o Trattoria Bordet
dal 30 marzo al 31 maggio tutti i giovedì dalle 9 alle 10

Firmato il rinnovo del contratto della scuola (1998-2001)

Con una mossa a sorpresa le OO.SS. della scuola e il Governo hanno siglato la preintesa per il rinnovo del contratto della scuola mercoledì 3 marzo ultimo scorso.

Le organizzazioni sindacali regionali della scuola hanno immediatamente convocato le assemblee sindacali per delineare insieme a tutti i docenti i principali obiettivi economici e normativi che lo compongono.

A grandi linee, due risultati sembrano raggiunti: uno decisamente positivo, il secondo un po' meno. Il primo è che, per la prima volta nella storia del paese, alla scuola si vedono assegnate risorse economiche di rilievo che consentono una prima distribuzione di circa 200 mila lire ad personam. Il secondo aspetto, meno incisivo del primo ma grandemente rilevante, è come si distribuiranno le risorse professionali "accessorie", che prevedono cifre di notevole importanza (fino a 6.000.000 annui) ma solo al 20% del personale di ruolo con almeno 10 anni di servizio. Vi è da sottolineare che per il resto del pubblico

impiego sono stati riservati aumenti di poco superiori al 3% mentre per la scuola sono stati assegnati valori decisamente superiori.

Finalmente un pò di considerazione da parte del Governo per un settore fondamentale per la crescita della nostra società. Nel prossimo numero entreranno nel dettaglio del contratto.

GUIDO CORNIOLO

POSIZIONI STIPENDIALI A REGIME DAL 1.6.1999

	COLLABORATORE SCOLASTICO	GUARDAROBIERI E AIUTO CUOCHI	ASSISTENTI AMM.VI	RESPONSABILI AMMINISTRATIVI	DOCENTE SCUOLA MATERNA ED ELEM.
da 0 a 2	11.237.224	11.765.845	13.884.247	17.438.054	17.438.641
da 3 a 8	11.677.987	12.206.607	14.462.475	18.224.663	18.225.250
da 9 a 14	13.307.955	13.824.557	16.562.645	20.708.863	20.709.449
da 15 a 20	14.828.787	15.357.408	18.538.441	23.608.733	23.609.321
da 21 a 27	16.361.638	16.890.259	20.527.329	26.426.779	26.427.365
da 28 a 34	17.464.635	17.980.165	21.963.081	29.189.184	29.189.772
da 35	18.292.702	18.810.414	23.039.895	31.259.896	31.260.483

POSIZIONI STIPENDIALI A REGIME DAL 1.6.1999

	DOCENTE DIPLOMATO IST. SEC. 1° GRADO (1)	DOCENTE SCUOLA MEDIA	DOCENTE LAUREATO ISTITUTI SEC. 1° GRADO (2)	DOCENTE CONSERVATORIO	DOCENTE AMM. CONS. ED ACCAD.	DIRETTORE DIDATTICO DIRETT. CONSERV. PRESIDE
da 0 a 2	17.435.642	19.834.735	19.834.735	26.623.352	21.573.057	32.141.389
da 3 a 8	18.225.250	20.733.717	21.670.883	28.047.104	22.568.047	33.606.599
da 9 a 14	20.709.450	23.632.496	24.598.028	32.366.360	25.678.479	38.010.955
da 15 a 20	23.609.321	26.988.403	28.216.867	36.651.616	29.307.136	42.403.309
da 21 a 27	27.807.478	30.260.303	32.828.510	39.755.684	33.179.084	46.807.664
da 28 a 34	30.569.883	33.462.379	35.852.755	43.110.500	37.184.134	52.663.045
da 35	32.642.779	35.852.755	38.255.131	46.452.224	41.056.084	57.079.401

«Iniziative a favore della famiglia»

La delibera della Giunta regionale n. 4647 del 14 dicembre 1998 ha approvato i criteri e le modalità per l'applicazione della legge regionale 27 maggio 1998, n. 44, una importante legge che il Consiglio ha votato per venire in aiuto alle famiglie valdostane.

Parecchie iniziative sono previste, in particolare:

- Interventi a sostegno del lavoro domestico;
- Interventi a sostegno dell'educazione e della cura dei bambini;
- Interventi a sostegno delle famiglie numerose;
- Interventi a sostegno della cura di soggetti in difficoltà;
- Voucher per servizi.

Ci sembra importante ricordare in questo momento che



è prevista la concessione di un ASSEGNO POST-NATALE annuale in favore dei minori residenti in Valle d'Aosta - per i primi 3 anni di vita e secondo parametri rapportati al reddito e al numero dei componenti del nucleo familiare - e che le scadenze per le domande sono fissate come segue:

- ENTRO IL 30 APRILE 1999: per i bambini nati

nel periodo compreso tra il 24 giugno 1995 e il 2 febbraio 1999;

- ENTRO 60 GIORNI DALLA DATA DI NASCITA: per i bambini nati dopo il 2 febbraio 1999.

Gli uffici del SAVT sono naturalmente a completa disposizione di tutti gli iscritti per ogni chiarimento nonché per l'eventuale stesura delle domande.

Notizie fiscali a cura di Claudio Apparenza

Ad integrazione di quanto riportato nell'ultimo numero del Réveil Social, vorrei ricordare alcuni punti molto importanti relativi alla compilazione della dichiarazione dei redditi Mod 730/99 - Redditi 1998.

• D.L. 490/98 - VISTO DI CONFORMITÀ

In base a quanto previsto dall'art. 35 del D.L. 490/98 il CAAF deve effettuare un controllo formale tra quanto indicato nella dichiarazione dei redditi e la documentazione presentata dal contribuente relativa a ritenute d'acconto effettuate, versamenti in acconto o a saldo, oneri deducibili e detraibili.

Tutti i modelli 730/99 elaborati dai CAAF sono obbligatoriamente provvisti del visto di conformità.

Il CAAF deve apporre sui documenti oggetto del visto di conformità un timbro nel quale appare l'indicazione del CAAF che ha eseguito la verifica ed il numero di iscrizione all'albo e la sede periferica.

Attenzione!

In mancanza della dovuta documentazione e/o in presenza di una documentazione errata, il CAAF non svolgerà alcuna elaborazione del Mod 730/99.

- RIMBORSO 60% EURO-TASSA



Si provvederà al recupero del 60% dell'eurotassa pagata nel 1997, se non già restituita dal datore di lavoro o dall'ente pensionistico.

A tal proposito, si ricorda di portare la dichiarazione dei redditi del 1997 per i redditi 1996 (Mod 730/97 o Mod 740/97) ed eventualmente delega bancaria relativa al pagamento dell'integrazione per coloro che nel 1997 hanno compilato il Mod. 740.

• TERRENI E FABBRICATI

Considerato che entro la fine del 1998 sono subentrate, come comunica l'ufficio del Catasto, variazioni o accatastamenti definitivi, si invitano tutti i proprietari a verificare i dati già in loro possesso ed eventualmente ad aggiornarli. Si ricorda che la documentazione

inerente terreni e fabbricati può essere richiesta oltre che all'ufficio del Catasto anche agli uffici competenti dei Comuni.

Attenzione!

Se gli immobili non hanno ancora una rendita definitiva è assolutamente necessario richiedere la rendita presunta all'ufficio del catasto o agli studi tecnici di fiducia. Il CAAF non calcola alcuna rendita catastale.

• FABBRICATI RURALI

I fabbricati che non possono essere considerati rurali, anche se non ancora accatastati, vanno dichiarati, eventualmente con rendita presunta, come abitazioni civili sia ai fini IR-PEF che ai fini ICI. L'accatastamento è obbligatorio entro il 31.12.1999.

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes;
- la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

Le Réveil Social

MENSUEL

Organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, Place Manzetti
tél. 01 65 23 83 84 / 23 83 94 / 23 53 83
Aut. Tribunal d'Aoste n° 15
du 9/12/1982

Imprimerie

«ARTI GRAFICHE DUC»
73, Avenue du Bataillon d'Aoste
11100 Aoste
tél. 01 65 23 68 88 fax 01 65 23 67 13

Directeur responsable

David Mortara

Comité de rédaction

Guido Corniolo
Dina Quendoz
Felice Roux

L'angolo delle cose da sapere a cura di Felice Roux

Pensioni: nuovi importi e novità della finanziaria '99

Il Decreto interministeriale del 20.11.1998 ha determinato, con effetto dal 1.1.99, l'aumento delle pensioni nella misura del 1,7%. Lo stesso decreto ha confermato per le pensioni del 1998, in via definitiva, l'aumento del 1,7% determinato, in via provvisoria, con effetto dal 1.1.98, per cui, contrariamente a quanto avvenuto negli anni passati, non si dovrà procedere ad alcun conguaglio per il suddetto anno. I nuovi importi di pensione saranno i seguenti a secondo delle varie tipologie:

TIPO DI PENSIONE	IMPORTO MENSILE AL 31.12.98	AUMENTO DAL 1.1.99	NUOVO IMPORTO MENSILE DAL 1.1.99
Trattamento minimo	697.700	+ 1,7%	709.550
Pensione sociale	397.650	+ 1,7% e + 100.000	504.400
Assegno sociale	507.200	+ 1,7% e + 100.000	615.800
Trattamenti superiori al minimo	a) aumento del 1,7% sino a 1.395.400 b) aumento del 1,53% sulla parte di pensione compresa tra 1.395.400 e 2.093.100 c) aumento del 1,275% sulla parte di pensione compresa tra 2.093.100 e 3.488.500 d) aumento del 0,51% sulla parte di pensione compresa tra 3.488.500 e 5.581.600 e) nessun aumento sulla quota mensile eccedente 5.581.600		

N.B.: la legge collegata alla Finanziaria 1999 ha previsto un ulteriore aumento di L. 100.000 mensili per le pensioni sociali e gli assegni sociali.

Esempio: titolare di una pensione di 2.300.000 lorde mensili al 31.12.98 (per 13 mesi) dal 1.1.99 la pensione aumenterà di Lire

a) fino a 1.395.400 x 1,7% = 23.722 +
b) da 1.395.400 a 2.093.100 = 697.700 x 1,53% = 10.675 +
c) da 2.093.100 a 2.300.000 = 206.900 x 1,275% = 2.638 =
totale L. 37.035

Pertanto, il suddetto pensionato percepirà L. 37.035 mensili lorde in più dal 1.1.99 (per 13 mensilità).

Altre novità introdotte dalla manovra finanziaria 1999:

Assegni familiari

Dal 1° gennaio '99, le famiglie con almeno tre figli minori potranno ottenere dal comune di residenza un assegno integrativo. Il beneficio è legato al reddito complessivo del nucleo familiare e verrà determinato con i criteri del famoso redditometro (l'Ise, l'indicatore della situazione economica). Una famiglia di cinque componenti, ad esempio, potrà ottenere l'assegno di sostegno solo se il valore dell'Ise resta al di sotto di 36 milioni. I limiti di reddito ovviamente salgono a seconda del numero dei componenti il nucleo. L'assegno sarà di 200 mila lire al mese, per 13 mensilità, in caso di reddito familiare pari o inferiore a 31 milioni. Mentre se il reddito si colloca in una fascia compresa tra 31 e 36 milioni, l'assegno sarà determinato in misura pari alla metà della differenza tra 36 milioni e il reddito ammesso al ricometro. Un esempio. Una famiglia con un reddito di 33 milioni avrà diritto ad un assegno di 115 mila lire al mese (36.000.000 - 33.000.000 : 2 : 13). Sia gli importi dell'assegno che i requisiti economici richiesti saranno rivalutati an-

nualmente sulla base del tasso d'inflazione.

Assegni di maternità

D'ora in poi anche le casalinghe potranno contare su un aiuto economico in caso di maternità. Si tratta di un assegno di 200 mila lire mensili, per la durata di cinque mesi. Un milione in tutto. Le beneficiarie sono le donne disoccupate, per i figli nati dal 1° luglio 1999. L'assegno spetta solo nel caso in cui l'interessata non usufruisca di altre prestazioni per maternità e viva in una famiglia che, sulla base dei criteri del ricometro (Ise), non superi i 50 milioni annui. L'assegno, il cui importo sarà elevato a lire 300 mila dal 1° luglio 2000, sarà corrisposto dai comuni (che hanno l'obbligo di informare le interessate, invitandole a certificare le condizioni economiche), con decorrenza dalla data del parto. L'assegno può essere corrisposto anche ad integrazione di analogo indennizzo percepito in regime di tutela della maternità. In altre parole, allorché l'assegno già spettante (può accadere per le professioniste iscritte alla famosa gestione Inps del 12%) risulti inferiore a quello determinato con i criteri già esposti, all'interessata spetta l'integrazione.

Indennità di disoccupazione

L'indennità di disoccupazione, pari al 30% della retribuzione per un periodo di circa cinque mesi, non verrà più corrisposta ai lavoratori dipendenti che interrompono il rapporto per dimissioni volontarie. L'indennità continua invece a spettare, per un periodo di sei mesi, ai dipendenti licenziati.

Sentenze costituzionali

La Finanziaria ha trovato spazio (stanziando 875 miliardi per l'anno 1998) anche per corrispondere agli eredi dei pensionati con il doppio minimo gli arretrati originati dall'applicazione delle famose sentenze costituzionali n. 495/93 e 240/94. Le somme arretrate sino al 31 dicembre '95 furono infatti attribuite (legge n. 140/1997) ai soli interessati e agli eventuali superstiti con diritto alla pensione alla data del 30 marzo 1996. Ora dunque anche gli eredi dei deceduti in data anteriore al 30 marzo 1996 hanno diritto agli arretrati, per i quali occorre inoltrare apposita richiesta all'Inps entro il 31 dicembre 1999, corredata da una copia della denuncia di successione presentata agli uffici finanziari. Inoltre, gli arretrati, maturati sino al 31 dicembre 1995, e pagati agli aventi diritto, saranno maggiorati da una somma a titolo di interessi nella misura del 5%. In proposito occorre ricordare che la citata legge n. 140/1997 ha stabilito che gli arretrati maturati sino al 31 dicembre 1995 siano pagati in sei annualità di pari importo. Sulle singole rate spettano, a partire dal 1° gennaio 1996, gli interessi sul credito residuo ad un tasso pari alla variazione Istat sul costo della vita. Il collegato alla Finanziaria 1999 prevede che in aggiunta ai rimborsi annuali sia corrisposto un indennizzo una tantum pari al 5% della somma maturata a tutto il 31 dicembre 1995.

Scala mobile

A partire dal '99 la cosiddetta perequazione automatica delle pensioni avviene per ogni singolo beneficiario, tenendo conto dell'importo complessivo dei trattamenti. Questo, in altri termini, significa che, per via dell'abbattimento della percentuale Istat dell'inflazione sulle quote eccedenti 2 volte (indice ridotto al 90%), 3 volte (indice ridotto al 75%) e 5 volte il minimo (in-

dice ridotto al 30%), il titolare di due pensioni ci rimette qualcosa. Un esempio. Esaminiamo il caso di due soggetti, il primo (A) titolare di una pensione di 3.500.000 lorde, e l'altro (B) titolare di due trattamenti (vecchiaia e reversibilità) rispettivamente di lire 2.000.000 e 1.500.000. Il precedente meccanismo di perequazione, con un indice di inflazione per il '98 dell'1,7%, nel gennaio '99 avrebbe attribuito al soggetto (A) un incremento di 52.245 lire al mese. Mentre al soggetto (B) due aumenti di 32.970 e 25.320 lire, complessivamente 58.290 lire, circa 6 mila lire in più. Con la modifica della Finanziaria, entrambi i pensionati di cui all'esempio da gennaio '99 beneficiano invece del medesimo aumento di 52.245 lire al mese.

SAVT-RETRAITÉS - SAVT RETRAITÉS

Il carnevale di Viareggio: ne valeva la pena!

La gita di Viareggio in occasione dei festeggiamenti del carnevale ha aperto l'attività sociale e culturale del SAVT per l'anno 1999.

La difficoltà a reperire posti di ristorazione che accogliessero più di cinquanta persone ci ha costretti ad organizzare un solo pulman: ci scusiamo con chi non ha potuto partecipare.

La partenza da Aosta alle prime luci dell'alba è stata alleviata da due soste lungo il percorso per dissetarci e rifocillarci.

Il pranzo, servito presso il ristorante Ulisse di Seravezza, di ottima qualità, ci ha messo in allegria, aiutati sicuramente dal genuino vino servitoci.

Viareggio ci ha accolto col suo frastuono e i suoi mille colori.

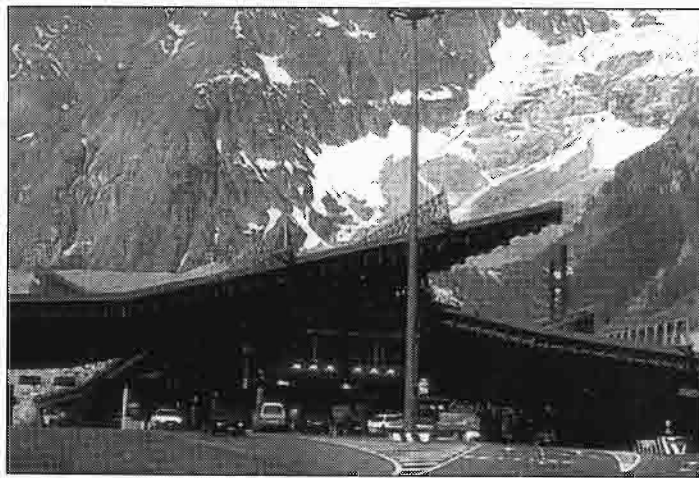
La sfilata di oltre un'ora e mezza è stata superba: 20 grandi carri allegorici e satirici accompagnati da fantasmagoriche fanfare abbigliate nei modi più svariati e con strumenti altrettanto spiritosi e ricchi di fantasia. Il clima mite, quasi primaverile, ci ha aiutati a vivere una giornata indimenticabile.

Il rientro ad Aosta con ancora in mente i suoni, i colori e le immagini, grazie alla simpatia e all'amicizia che legavano tutta la compagnia, ci è sembrato meno faticoso che in altre occasioni.

Un grazie a tutti i partecipanti e un arrivederci alla prossima attività che non mancheremo di segnalarvi per tempo attraverso il Réveil.

RINALDO ZUBLENA

Tradizione europea al traforo del Monte Bianco



Luglio 1965: inaugurazione della via per l'Europa; gennaio 1999: introduzione della moneta unica europea. Due passi verso l'Europa che hanno permesso di superare precetti e difficoltà non indifferenti, diversi tra loro ma con dei punti in comune.

Il primo, l'inaugurazione del Traforo del Monte Bianco, avvenuto 34 anni orsono, ha fatto segnare al suo attivo la ormai consolidata importanza come via di comunicazione più frequentata dai popoli dell'Europa. Il secondo, il neonato euro, è figlio di un progetto che vede coinvolte le nazioni europee indirizzate a fare del terzo millennio un momento di rivoluzione storica nei campi economico e sociale.

Le dimensioni di questi eventi toccano gli aspetti della vita quotidiana di ognuno di noi. Dal 31.12.98, il tasso ufficiale di cambio per 1 euro è di 1936,27 lire, 6,55957 franchi

francesi e 1,60778 franchi svizzeri. È d'obbligo riportare le 6 cifre di controvalore. La Società Traforo Monte Bianco, già nell'anno 1998, aveva allineato i valori di cambio delle tariffe con il predecessore dell'euro, l'ecu; un passo che aveva dimostrato l'importanza di contenere l'inflazione e la speculazione data dai valori di cambio delle divise. I tempi tecnici per la realizzazione del progetto euro sono così cadenzati: dal 1° gennaio 1999 al 1° gennaio 2002 avverrà l'introduzione graduale e virtuale nelle transazioni economiche, dei conti correnti, delle fatture, per le carte di credito, pos, bancomat ed assegni "carnet euro". Dal 1° gennaio 2002 al 1° luglio 2002, sei mesi di "convivenza" tra la nuova euromoneta e le divise nazionali che usciranno poi di scena dal nostro immaginario collettivo, saranno come si dice in gergo tecnico "fuoricorso".

Già da oggi, si possono ritirare presso gli istituti di credito gli assegni predisposti per i pagamenti in euro, le principali società di credito VISA, MASTER CARD ecc, si stanno adoperando in collaborazione con le banche per rendere effettivi gli addebiti direttamente in euro; sono previsti circa tre mesi di prova per questo tipo di operazioni. Nel frattempo, sono arrivati i primi eurostipendi, i primi eu-roscontrini, ecc.

Per noi utilizzatori della lira, c'è un risvolto di carattere emozionale in questa situazione, un senso di perdita del nostro potere d'acquisto, i milioni diventano migliaia ed i miliardi milioni, così avremo nuovamente la rivalutazione del milionario e tornerà ad avere un senso la vecchia canzone leggermente modificata "se potessi avere mille "euro" al mese" o un famoso fumetto degli anni '30 in cui il personaggio principale concludeva ogni avventura in rima guadagnando un milione.

Un progetto che vede nella sua prima fase di attuazione una spinta verso l'Unione Europea con un unico neo, costi di gestione dell'intera operazione sconosciuti alla maggior parte dei cittadini europei, una scommessa per il nostro futuro economico e per la riaffermazione del vecchio continente al ruolo di guida di un mondo ormai globalizzato.

LIVIO CAPOZZO

SUITES DE LA PREMIERE PAGE · SUITES DE LA PREMIERE PAGE · SUITES DE LA PREMIERE PAGE · SUITES DE LA PREMIERE PAGE

Notre Statut a plus d'un demi-siècle de vie



Le Palais du Gouvernement régional en 1946.

min qu'ils ont emprunté? C'est pourquoi il me semble que, de nos jours, fêter l'anniversaire de l'autonomie n'est pas seulement une occasion de joie. Trop de choses nous disent qu'en cinquante et un ans nous avons perdu bien des valeurs qu'animaient nos devanciers et nous nous sommes trop souvent penchés sur le bien-être matériel qui, hélas, n'est plus aussi évident que pendant les années du «miracolo economico». Notre Vallée n'est plus «l'isola felice» dont on parlait ailleurs avec un peu d'envie. Et alors quoi? Faut-il laisser tomber? Faut-il ne plus lutter?

Le moment est venu pour que tous les Valdôtains, les vrais Valdôtains, dis-je, qu'ils le soient de naissance ou d'adoption, se groupent et, en laissant de côté les petites querelles personnelles, s'unissent pour obtenir une vraie autonomie dans le cadre d'un État vraiment fédéral. C'est, d'ailleurs, ce que tout le monde semble souhaiter, sans cependant qu'une action con-

crète soit vraiment entreprise pour que cet État fédéral puisse, enfin, naître.

Et, pour revenir à la question linguistique, qui est à la une ces derniers temps, pourquoi ne pas rappeler que la langue française était jadis parlée dans toute la Vallée d'Aoste et qu'elle était la langue de notre culture? On l'a attaquée et on l'attaque de tous côtés. Mais, si aujourd'hui elle n'est plus répandue comme auparavant, c'est parce que quelqu'un a voulu la faire disparaître. Et alors pourquoi empêcher aux Valdôtains de la retrouver? Oserait-on affirmer que si un pays n'a pu jouir de sa liberté pendant des années il n'a plus le droit de la réclamer?

Sans compter que la langue française est l'un des piliers de notre autonomie et que les Valdôtains doivent s'en approprier de nouveau. C'est d'ailleurs un droit qui leur appartient et qui est garanti par une loi constitutionnelle de l'État italien.

ANSELME LUCAT

Il sindacato, questo sconosciuto

Dopo 10 mesi, si è conclusa la mia esperienza come obiettore di coscienza. Con grande e spontanea sincerità affermo che mi dispiace molto lasciare l'ente presso il quale ho svolto il mio servizio civile.

Fra me e tutti i funzionari del sindacato SAVT c'è stato sempre il massimo rispetto e la più grande collaborazione. Sin dal primo giorno mi sono sentito accolto nel migliore dei modi.

Da parte mia ho cercato di imparare e di impegnarmi il più possibile e nel mio piccolo credo di essere riuscito a dare qualche contributo. Le mie conoscenze sul mondo del sindacato prima di quest'esperienza erano praticamente nulle e questo a causa del fatto che nelle scuole che ho frequentato non si è mai toccato questo tipo di argomento. Questa è a mio av-

viso una grande mancanza e suggerisco vivamente alle organizzazioni sindacali di incentivare gli incontri con gli studenti delle scuole secondarie superiori in modo da far conoscere la realtà del sindacato e i benefici che si possono trarre nell'aderire appunto a questo tipo di organizzazioni. È stata per me una vera occasione, perché mi ha aperto gli occhi su molti problemi concernenti il mondo del lavoro. Penso che nella società di oggi, così spietata per certi versi, nei confronti del prossimo ci sia bisogno di enti che tutelino appunto i diritti dell'essere umano e del lavoratore.

Ringrazio ancora una volta tutti e spero con il cuore di poter dire sempre con orgoglio che faccio parte della bella famiglia del SAVT. Grazie di tutto.

FRANCESCO MARTURANO

Il mondo degli elettricisti, dall'acqua alla luce

500 lavoratori Enel e una sessantina tra la Compagnie Valdôtaine des Eaux, la cooperativa Forza e Luce di Aosta e quella di Gignod, senza dimenticare alcune altre piccole società autoproduttrici sparse sul territorio.

«Che cosa racconterebbe ad un profano per spiegare in cosa consiste il lavoro nel settore idroelettrico?»

«L'attività si suddivide essenzialmente – spiega Cuaz – in tre momenti: la produzione, il trasporto e la distribuzione. La produzione idro-elettrica è strutturata in direzioni, dipendenti direttamente da Roma. Una di queste direzioni si trova in Valle d'Aosta, a Châtillon, prende il nome di «Direzioe Produzione Idroelettrica Alpi Nord Ovest», coordina quattro nuclei (Châtillon, Domodossola, Castellanza e Novara) e si avvale di un posto di teleconduzione situato a Pont-Saint-Martin, che telecomanda tutte le centrali valdostane e parecchie altre fuori Valle. Il nucleo di Châtillon, poi, sovrintende alle 24 centrali idroelettriche della Valle d'Aosta ed è organizzato in 4 reparti operativi

(Avisse, Châtillon, Montjovet e Pont-Saint-Martin), autonomi per quanto riguarda sia la manutenzione ordinaria che la dal punto di vista gestionale.

Tre squadre – continua Cuaz – compongono il settore del trasporto, la cui direzione è localizzata a Pont-Saint-Martin: quella, altamente specializzata e fino a poco tempo fa unica in Italia, che lavora «sotto tensione», vale a dire senza togliere tensione dalle linee, quella che si occupa della manutenzione delle palificazioni e delle linee ad alta tensione e quella che si occupa delle cabine primarie situate a Châtillon, Villeneuve e Valpelline.

La distribuzione – conclude Cuaz – si occupa di trasportare la corrente elettrica dalle centrali ai consumatori ed opera su tutto il territorio valdostano, anche se la maggior parte del suo personale è concentrata ad Aosta. È strutturata in un esercizio, che comprende i servizi commerciali e tecnici e che ha sede ad Aosta, e in cinque gruppi operativi, situati ad Aosta, Châtillon e Verrès e divisi in 7 nuclei. Per il governo della rete, a media tensione, l'eserci-

zio di avvale di un centro operativo di esercizio che telecomanda le cabine di trasformazione dalla media tensione alla bassa tensione e coordina gli interventi sui guasti.

«Chi sono gli elettricisti e dove lavorano?»

«I lavoratori del settore energetico – spiega Cuaz – sono soprattutto uomini – solo negli uffici è possibile incontrare qualche rappresentante del sesso cosiddetto debole – e sono parecchio sparsi sul territorio, vista la dislocazione delle diverse centrali operative sul territorio valdostano. Per il momento il rischio di licenziamento non è tra i problemi prioritari del lavoratore elettrico ma è necessario sottolineare il fatto che i dipendenti che hanno cessato la loro attività in questi ultimi anni non sono mai stati sostituiti e che la carenza di personale – soprattutto di personale con una buona formazione tecnica – comincia a farsi sentire, in particolare nel settore della produzione».

«Vuole forse dire che l'azienda dovrebbe organizzare dei corsi di formazione per migliorare le capacità dei dipendenti?»

«Sì, dei corsi di formazione sarebbero indubbiamente utili. Ma devono essere assolutamente mirati e svolgersi all'interno delle strutture interessate perché possano essere riempite le lacune che realmente esistono e superati i problemi che i lavoratori incontrano nello svolgere il loro lavoro quotidiano. Nel caso contrario, diventano del tutto inutili dal punto di vista pratico e servono soltanto a far dire all'azienda che la formazione dei lavoratori esiste».

«In questo momento, il settore attraversa un periodo di relativa calma, o meglio, di attesa: il contratto è scaduto nel '98 ma è stata chiesta una proroga di 6 mesi. La vera novità è dunque il decreto Bersani?»

«Si tratta certamente di un atto molto importante, soprattutto per la Valle d'Aosta: la questione delle nostre acque si trova ad essere finalmente riaperta e la commissione paritaria ha 120 giorni per tracciare le norme di attuazione degli articoli dello Statuto che riguardano questa spinosa questione. Non ci resta che sperare – conclude Cuaz – che la Valle d'Aosta riesca a far valere i suoi diritti».

DINA QUENDOZ

Ne banalizzons pas le 8 mars!

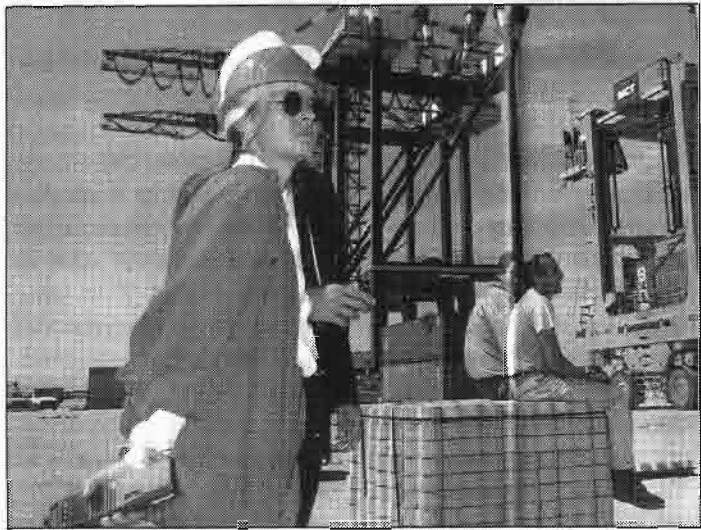


ont acquis il diritto di voto – et d'essere votate – ma, va sapere, perché, esse continuano d'essere sotto-rappresentate nella vita politica; esse ont le droit de travailler, mais combien de fois sont-elles accusées d'occupare des emplois au détriment des pères de famille; elles peuvent divorcer, mais on leur impute la crise de la famille et de la société. Et j'en passe...

Mais il n'est pas question ici de dresser le bilan d'un siècle d'histoire, ni de brosser un tableau exhaustif de la condition féminine, d'autant plus que, dans les différentes aires géographiques de notre planète, d'énormes différences subsistent qui tiennent à la ci-

vilisation, à la religion et à l'économie. Nul ne peut cependant nier le fait que la vie des femmes a effectivement changé.

Et nous en sommes notamment redevables aux femmes qui ont donné leur apport à la lutte pour l'émancipation sous ses différentes formes, qui ont participé aux grèves et aux manifestations, qui ont diffusé leurs idées par les moyens de communication, qui se sont engagées dans la vie politique et sociale. Ce sont les femmes qui ont inspiré l'institution de la Journée internationale de la femme que nous fêtons le 8 mars de chaque année. L'origine de cette célébration demeure inconnue pour plusieurs et même ceux qui évoquent le souvenir des quelque cent ouvrières américaines qui auraient péri dans l'incendie de l'usine où elles travaillaient en 1908 pourraient être démentis par des recherches un peu plus approfondies. Ce qui paraît vraiment important est le fait que l'exigence ait été ressentie de consacrer au moins une journée à la réflexion sur la place que la femme, ou mieux les femmes – êtres concrets et non seulement concept abstrait – occupent dans ce mon-



de. Peu importe que dans notre société, si habile à mettre en valeur l'aspect commercial de tout phénomène, le 8 mars soit devenu pour bon nombre de personnes une simple occasion d'offrir un brin de mimosa ou de faire la fête avec ses copines. À côté de cela, et dirais-je même malgré cela, nous qui ne souffrons plus la faim, qui pouvons vivre avec les personnes que nous aimons dans une vraie maison, dans un pays démocratique où il nous est loisible d'exprimer nos opinions sans risquer ni notre liberté ni notre vie, nous qui avons un boulot, un salaire, des congés payés, des congés de maladie et de maternité, nous n'avons pas le droit de dire d'un air suffisant que la Journée internationale de la femme n'a

pas lieu d'être, de négliger son sens, d'oublier les batailles combattues, les progrès accomplis et les résultats obtenus. N'oublions surtout pas que d'autres batailles sont encore à combattre, d'autres progrès à accomplir, d'autres résultats à obtenir partout dans le monde, même dans les pays qu'on dit développés. Il y a encore des Albanaises vendues aux maquereaux, des Algériennes systématiquement égorgées, des Sénégalaises soumises à excision, des Afghanes privées d'éducation, des Tibétaines stérilisées par la force, des Thaïlandaises offertes aux pédophiles. Et des Américaines sans sécurité sociale et des Suissesses sans assurance maternité. Qui sait si toutes ces femmes connaissent le sens du mimosa...